

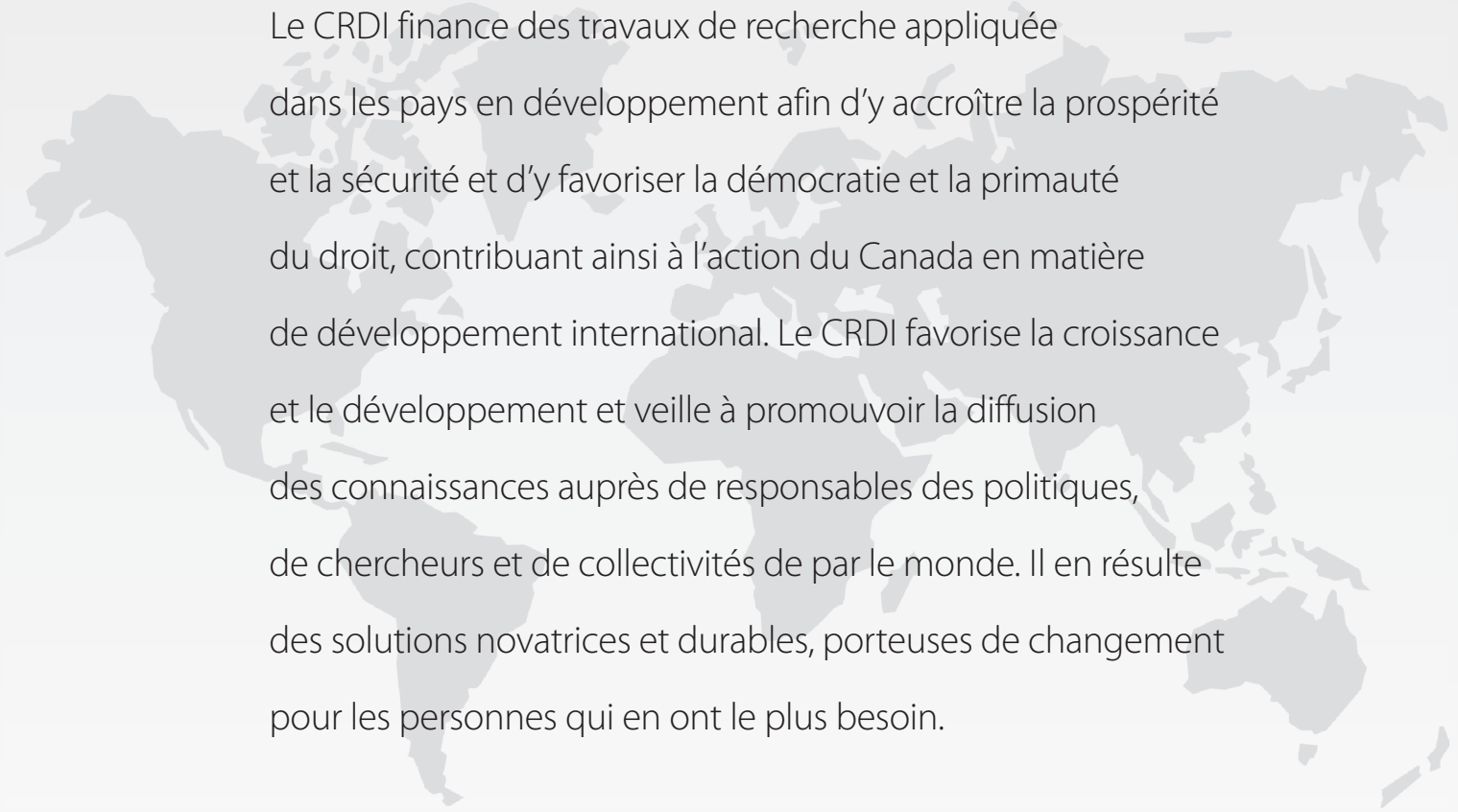


# Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin  
le 30 juin 2013

CRDI

## De la recherche à l'action



Le CRDI finance des travaux de recherche appliquée dans les pays en développement afin d'y accroître la prospérité et la sécurité et d'y favoriser la démocratie et la primauté du droit, contribuant ainsi à l'action du Canada en matière de développement international. Le CRDI favorise la croissance et le développement et veille à promouvoir la diffusion des connaissances auprès de responsables des politiques, de chercheurs et de collectivités de par le monde. Il en résulte des solutions novatrices et durables, porteuses de changement pour les personnes qui en ont le plus besoin.

# **Table des matières**

## **ANALYSE DE LA DIRECTION**

- 1 Introduction
- 2 Résultats
- 3 Vue d'ensemble consolidée
- 8 Évolution de la situation du Centre
- 9 Gestion du risque
- 9 Perspectives

## **ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS, NON AUDITÉS**

- 11 Déclaration de responsabilité de la direction
- 13 État intermédiaire résumé de la situation financière
- 14 État intermédiaire résumé du résultat global
- 15 État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
- 16 État intermédiaire résumé des flux de trésorerie
- 17 Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés



# Analyse de la direction

## Introduction

L'analyse de la direction consiste en un compte rendu des résultats financiers du Centre de recherches pour le développement international (CRDI, le Centre) et de l'évolution de la situation de l'organisme au cours du premier trimestre qui a pris fin le 30 juin 2013. Le Centre a préparé ce rapport conformément à ce que stipule le paragraphe 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et conformément à la norme publiée par le contrôleur général du Canada (Secrétariat du Conseil du Trésor).

L'information financière présentée dans le présent document, de même que les états financiers intermédiaires résumés, non audités, ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (normes IFRS). Toutes les sommes sont exprimées en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Le CRDI recommande de lire ce rapport en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés, non audités (qui débutent à la page 11). L'information et les divulgations contenues dans le *Rapport annuel 2012-2013* du CRDI s'appliquent au trimestre sur lequel porte le présent rapport trimestriel à moins d'une mise à jour fournie aux présentes.

## Budget 2013-2014

Le budget initial de l'exercice 2013-2014 a été établi et approuvé avant le début de l'exercice. Il correspond aux sommes budgétaires qui ont été présentées dans le *Rapport annuel 2012-2013* du CRDI. Ainsi que l'illustre le tableau 1, le budget initial a été révisé en juin afin de tenir compte de la situation financière en début d'exercice et de prévisions établies en fonction de l'information plus à jour dont on disposait. Le budget révisé de juin est le budget sur lequel se fondent tous les gestionnaires de centres de coûts. La baisse observée dans les produits découle de nouvelles prévisions en matière de produits financiers attendus. Le budget des charges a également été rajusté, de manière à tenir compte de prévisions actualisées en matière de charges, principalement en ce qui concerne le Fonds d'innovation pour le développement (FID).

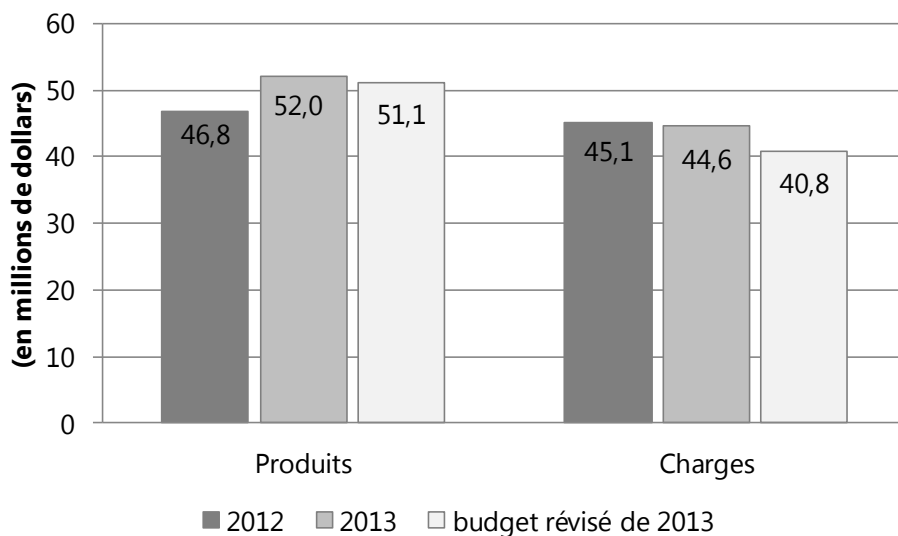
**TABLEAU 1. BUDGET RÉVISÉ**

(en milliers de dollars)	Budget initial 2013-2014	Budget révisé 2013-2014	Amendements au budget
Produits	54 636	53 935	( 701)
Moins les charges	256 164	251 953	(4 211)
Coûts d'exploitation	(201 528)	(198 018)	(4 912)
Plus le crédit parlementaire	201 705	201 705	0
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<b>177</b>	<b>3 687</b>	<b>(4 912)</b>

## Résultats

### Aperçu de la situation financière

pour le trimestre qui a pris fin le 30 juin



**TABLEAU 2. APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 30 juin		Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget révisé 2013-2014 <sup>a</sup>
	Réalisations 2012	Réalisations 2013		
Produits	6 941	11 176	61,0 %	53 935
Charges	45 079	44 598	-1,1 %	251 953
Coûts d'exploitation	(38 138)	(33 422)	-12,4 %	(198 018)
Crédit parlementaire	39 834	40 795	2,4 %	201 705
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<b>1 696</b>	<b>7 373</b>	<b>334,7 %</b>	<b>3 687</b>

<sup>a</sup> Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

## Vue d'ensemble consolidée

### Produits

**TABLEAU 3. PRODUITS**

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 30 juin				Budget révisé 2013-2014 <sup>a</sup>
	2012	2013		Écart en % d'un exercice à l'autre	
	Réalisations	Budget révisé	Réalisations		
<b>Total des produits</b>	<b>46 774</b>	<b>51 109</b>	<b>51 971</b>	<b>11,1 %</b>	<b>255 640</b>
Crédit parlementaire	39 834	40 947	40 795	2,4 %	201 705
Contributions de bailleurs de fonds	6 432	9 977	10 836	68,5 %	53 208
Produits financiers et autres produits	508	185	340	-33,1 %	727

<sup>a</sup> Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

Les produits du Centre proviennent de diverses sources : crédit parlementaire, contributions de bailleurs de fonds, produits financiers et autres produits (ces deux derniers types de produits étant regroupés en une seule catégorie).

**TABLEAU 4. CRÉDIT PARLEMENTAIRE**

Crédit parlementaire	Trimestre qui a pris fin le 30 juin			Budget révisé 2013-2014 <sup>a</sup>
	Réalisations 2012	Réalisations 2013	Écart en % d'un exercice à l'autre	
	Partie récurrente	37 995		
Partie non récurrente	1 560	12 991	732,8 %	58 517
<b>Portion du crédit reçue</b>	<b>39 555</b>	<b>40 717</b>	<b>2,9 %</b>	<b>201 390</b>
Portion du crédit amortie	279	78	-72,0%	315
<b>Portion du crédit comptabilisée</b>	<b>39 834</b>	<b>40 795</b>	<b>2,4 %</b>	<b>201 705</b>
<b>Portion du crédit à recevoir</b>	116 668	160 673	37,7 %	-

<sup>a</sup> Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

Les produits provenant de la portion du **crédit parlementaire** reçue au cours du premier trimestre de l'exercice 2013-2014 se sont élevés à 40,7 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 2,9 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2012-2013, alors qu'ils étaient de 39,6 millions de dollars. La partie **récurrente** du crédit parlementaire du Centre a diminué de 10,3 millions de dollars (soit 27 %) par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Cette réduction découle de deux facteurs distincts : primo, la deuxième année de mise en oeuvre des mesures de réduction des dépenses dans la foulée du Plan d'action économique du Canada de 2012;

secundo, la mise en oeuvre d'une nouvelle stratégie d'obtention du crédit parlementaire en fonction des besoins trimestriels. La diminution de la partie **non récurrente** du crédit parlementaire est quant à elle attribuable principalement au rééchelonnement de la partie du crédit destinée au FID (11,7 millions de dollars au 30 juin 2013 contre zéro au même trimestre de l'exercice précédent).

Le tableau suivant rend compte de l'utilisation du crédit parlementaire au cours du premier trimestre.

**TABLEAU 5. RAPPROCHEMENT ENTRE LA PORTION DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE REÇUE ET LA SOMME UTILISÉE**

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 30 juin		Budget révisé 2013-2014 <sup>a</sup>
	Réalisations 2012	Réalisations 2013	
<b>Total des charges</b>	<b>45 079</b>	<b>44 598</b>	<b>251 953</b>
Moins les charges financées par des bailleurs de fonds	6 432	10 836	53 208
Renflouement de la réserve financière	38 647	33 762	198 745
Somme ayant servi à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	291	5 720	3 663
	-	-	1 676
<b>Sommes totales nécessaires</b>	<b>38 938</b>	<b>39 482</b>	<b>204 084</b>
Portion du crédit parlementaire reçue	39 834	40 795	201 705
<b>Solde du crédit parlementaire</b>	<b>896</b>	<b>1 313</b>	<b>(2 379)</b>

<sup>a</sup> Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

Au cours du premier trimestre, la réserve financière a été renflouée afin de compenser la diminution considérable ayant résulté de régularisations de fin d'exercice qu'il a fallu effectuer relativement à des charges supplémentaires afférentes à des projets de recherche en 2012-2013. Le solde du crédit parlementaire au 30 juin 2013 devrait être entièrement utilisé au cours du prochain trimestre. Le manque à gagner au titre du crédit parlementaire prévu pour l'exercice 2013-2014 sera compensé par des produits provenant d'autres sources de même que par des sommes actuellement comptabilisées à titre de capitaux propres (se reporter au tableau 8).

Au cours du premier trimestre, les **contributions de bailleurs de fonds destinées à la programmation en recherche pour le développement** ont augmenté de 68,5 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent et ont atteint 10,8 millions de dollars comparativement à 6,4 millions. Les contributions de bailleurs de fonds, reçues à l'avance, sont comptabilisées comme produits quand les charges connexes sont engagées (se reporter à l'explication des écarts fournie dans la partie portant sur les charges). L'écart observé par rapport à l'exercice précédent est directement lié à l'augmentation des contributions de bailleurs de fonds destinées à la programmation en recherche pour le développement.



## Charges

Les charges sont réparties entre deux grandes rubriques : programmation en recherche pour le développement et services généraux et administratifs.

**TABLEAU 6. CHARGES**

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 30 juin			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget révisé 2013-2014 <sup>a</sup>
	2012	2013			
	Réalisations	Budget révisé	Réalisations		
<b>Total des charges</b>	<b>45 079</b>	<b>40 770</b>	<b>44 598</b>	<b>-1,1 %</b>	<b>251 953</b>
<b>Programmation en recherche pour le développement</b>					
Projets de recherche					
Financés par le crédit parlementaire	22 667	15 956	19 447	-14,2 %	140 725
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	5 101	7 818	8 914	74,8 %	42 904
	27 768	23 774	28 361	2,1 %	183 629
Renforcement des capacités					
Renforcement des capacités de recherche	9 449	9 357	8 899	-5,8 %	37 689
Éléments complémentaires de la recherche	2 224	2 342	2 385	7,2 %	9 648
	11 673	11 699	11 284	-3,3 %	47 337
	<b>39 441</b>	<b>35 473</b>	<b>39 645</b>	<b>0,5 %</b>	<b>230 966</b>
<b>Services généraux et administratifs</b>	<b>5 638</b>	<b>5 297</b>	<b>4 953</b>	<b>-12,1 %</b>	<b>20 987</b>

<sup>a</sup> Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

Au premier trimestre, les **charges au titre des projets de recherche qui ont été financées par le crédit parlementaire** sont supérieures aux prévisions budgétaires, mais moins élevées qu'au même trimestre de l'exercice précédent. Cette diminution découle des mesures de réduction des charges adoptées dans la foulée du Plan d'action économique du Canada de 2012 de même que du rééchelonnement des dépenses afférentes au FID jusqu'à l'exercice 2016-2017. L'écart par rapport au budget est attribuable aux différents moments où les versements sont effectués, lesquels sont associés à l'atteinte de jalons au fil de l'exécution des projets de recherche. Si un jalon tarde à être atteint, le versement qui y est associé est effectué plus tard que prévu, ce qui entraîne un écart négatif. À l'inverse, un écart positif survient lorsque des versements se rapportant à de nouveaux projets sont effectués plus rapidement que prévu en raison d'un plus grand nombre d'engagements à l'égard de nouveaux projets au cours du trimestre, ou parce que des versements qui auraient dû être faits au cours du trimestre précédent *se glissent* dans le trimestre. L'écart positif observé au premier trimestre est attribuable à la première de ces deux raisons (un plus grand nombre d'engagements que prévu). Pour l'instant, l'on s'attend à ce que l'écart concernant les charges au titre des projets de recherche financées par le crédit parlementaire diminue au fil de l'exercice.

Les **charges réelles au titre des projets de recherche qui ont été financées par des contributions de bailleurs de fonds** au cours du premier trimestre sont supérieures à ce qui était prévu car la cadence des charges n'a pas été celle qui avait été envisagée à l'origine. On observe une hausse par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse était attendue, les prévisions

budgétaires pour l'exercice étant plus élevées que les réalisations de l'exercice précédent. La hausse des charges au titre des projets de recherche financées par des contributions de bailleurs de fonds découle du passage à la vitesse supérieure de certains programmes d'envergure approuvés pendant l'exercice 2012-2013.

La diminution des charges au titre du **renforcement des capacités de recherche** au premier trimestre par rapport au même trimestre de l'exercice précédent est directement liée à la réduction du crédit parlementaire prévue dans le Plan d'action économique du Canada de 2012. La hausse des charges à ce titre financées par des contributions de bailleurs de fonds ayant découlé de la signature de nouveaux accords pendant l'exercice 2012-2013 a partiellement compensé la réduction du crédit parlementaire. Le fait que les charges sont inférieures aux prévisions budgétaires est attribuable, entre autres, à la diminution des déplacements et au recours moindre aux services professionnels.

Il y a eu une hausse de 7,2 % de la composante **éléments complémentaires de la recherche** du renforcement des capacités au cours du trimestre qui a pris fin le 30 juin 2013 par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. L'écart peu important observé entre les réalisations et le cumul prévu au 30 juin 2013 s'explique par le moment où les activités sont réalisées. Les prévisions budgétaires en ce qui concerne les éléments complémentaires de la recherche sont les mêmes qu'au trimestre correspondant de l'exercice 2012-2013 et prennent en compte les réductions opérées au cours de cet exercice.

La baisse observée en ce qui a trait aux **services généraux et administratifs** au cours du premier trimestre par rapport au même trimestre de l'exercice 2012-2013 est attribuable principalement à la consolidation des bureaux régionaux, qui sont passés de six à quatre, dans le cadre de la stratégie de réduction des dépenses que le Centre a adoptée au vu de la réduction de son crédit parlementaire. L'écart par rapport aux prévisions budgétaires provient de la diminution des déplacements et du recours moindre aux services professionnels.

## Situation financière

**TABLEAU 7. SOMMAIRE DES ACTIFS ET DES PASSIFS**

(en milliers de dollars)	Juin 2013	Mars 2013	Écart en %
<b>Actifs totaux</b>	<b>74 827</b>	<b>65 380</b>	<b>14,4 %</b>
Courants	64 965	55 104	17,9 %
Non courants	9 862	10 276	-4,0 %
<b>Passifs totaux</b>	<b>55 302</b>	<b>53 228</b>	<b>3,9 %</b>
Courants	48 285	48 249	0,1 %
Non courants	7 017	4 979	40,9 %

Au 30 juin 2013, les **actifs** totaux avaient augmenté de 14,4 % (de 65,4 millions de dollars à 74,8 millions) par rapport au 31 mars 2013. La hausse des actifs courants résulte en grande partie d'une augmentation des créances au titre des contributions de bailleurs de fonds et de l'arrivée à échéance de placements.

Quant aux **passifs**, ils se sont accrus de 2,1 millions de dollars (ou 3,9 %) par rapport au 31 mars 2013, en raison de l'augmentation des avances reçues au titre des contributions de bailleurs de fonds (qui sont inscrites comme produits reportés) et d'une réduction des versements de subvention à payer.

Le fonds de roulement s'élevait à 16,7 millions de dollars au 30 juin 2013, en hausse par rapport au 31 mars 2013 (6,9 millions de dollars). Cette hausse est directement liée aux contributions reçues de bailleurs de fonds.

**TABLEAU 8. CAPITAUX PROPRES**

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 30 juin			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget révisé 2013-2014 <sup>a</sup>
	2012	2013			
	Réalisations	Budget révisé <sup>a</sup>	Réalisations		
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>105 529</b>	<b>22 490</b>	<b>19 525</b>	<b>-81,5 %</b>	<b>15 839</b>
Non affectés	13 830	5 034	2 080	-	-
Affectés à l'interne	73 857	1 159	1 157	-98,4 %	1 169
Nets investis en immobilisations	11 074	10 002	9 862	-10,9 %	10 301
Réservés	6 768	6 295	6 426	-5,1 %	4 369

<sup>a</sup> Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

Les capitaux propres affectés à l'initiative Centres africains de recherche sur l'adaptation (CARA), à des mesures d'adaptation aux changements climatiques (MACC) et au FID avaient été entièrement utilisés au 31 mars 2013, ce qui a donné lieu à une diminution des **capitaux propres affectés à l'interne**. C'est dans les **capitaux propres nets investis en immobilisations**, qui s'élèvent à 9,7 millions de dollars, qu'est isolée la partie des capitaux propres qui représente les investissements nets du Centre dans des immobilisations. Cette catégorie de capitaux propres compense les charges d'amortissement futures des immobilisations; il ne s'agit pas de liquidités. Les **capitaux propres réservés** sont relativement stables par rapport au même trimestre de l'exercice précédent et aux prévisions budgétaires. Les capitaux propres réservés au 30 juin 2013 comprennent une somme destinée à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles qui devrait être entièrement utilisée d'ici la fin de l'exercice. Les **capitaux propres non affectés** correspondent au solde résiduel, une fois les sommes nécessaires attribuées aux capitaux propres affectés à l'interne et aux capitaux propres réservés.

## Flux de trésorerie

**TABLEAU 9. SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE**

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 30 juin		Écart en \$ d'un exercice à l'autre
	Réalisations 2012	Réalisations 2013	
Résultats d'exploitation nets	1 695	7 373	5 678
Variation des autres éléments que la trésorerie et les équivalents de trésorerie <b>(Sorties)/rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation</b>	37 316	(11 531)	(48 847)
	<b>39 011</b>	<b>(4 158)</b>	<b>(43 169)</b>
Achats de placements	(50 622)	(15 430)	35 192
Placements arrivés à échéance	33 808	34 498	690
Autres	( 123)	( 8)	115
<b>Rentrées/(sorties) de fonds liées aux activités d'investissement</b>	<b>(16 937)</b>	<b>19 060</b>	<b>35 997</b>
<b>Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>22 074</b>	<b>14 902</b>	<b>(7 172)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>9 494</b>	<b>581</b>	<b>(8 913)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>31 568</b>	<b>15 483</b>	<b>(16 085)</b>

Pour le trimestre qui a pris fin le 30 juin 2013, les **activités d'exploitation** ont eu pour effet de réduire les flux de trésorerie de 4,2 millions de dollars (alors qu'ils les avaient augmentés de 39 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice 2012-2013). En ce qui concerne les **autres éléments que la trésorerie ou les équivalents de trésorerie**, la variation est attribuable principalement aux fluctuations des créances et à la diminution des produits reportés.

En ce qui concerne les flux de trésorerie provenant des **activités d'investissement** au 30 juin 2013, il y a eu augmentation de 36 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison d'une diminution globale nette des placements pour couvrir des activités devant se poursuivre au cours du trimestre qui vient.

## Évolution de la situation du Centre

### Conseil des gouverneurs du CRDI

Le mandat des gouverneurs suivants a pris fin le 27 mai 2013 : Margaret Biggs, d'Ottawa, en Ontario; Faith Mitchell, de Washington, aux États-Unis; Elizabeth Parr-Johnston, de Chester Basin, en Nouvelle-Écosse; Gordon Shirley, de Kingston, en Jamaïque; l'honorable Monte Solberg, de Calgary, en Alberta.

Le 6 juin 2013, le gouverneur en conseil a nommé les personnes suivantes au Conseil : Sarah Fountain Smith, d'Ottawa, en Ontario; Gordon Houlden, d'Edmonton, en Alberta; Nadir Patel, d'Ottawa, en Ontario; Cindy Termorshuizen, d'Ottawa, en Ontario. En outre, le mandat de l'honorable Monte Solberg, de Calgary, en Alberta, a été reconduit.

Le 19 juillet 2013, Ahmed Galal, du Caire, en Égypte, a démissionné du Conseil après avoir été nommé à un poste au sein du gouvernement de son pays.

## **Autres**

Une entente négociée avec l'Agence canadienne de développement international (maintenant Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada) est entrée en vigueur au cours du trimestre. Cette entente vient confirmer le financement, à hauteur de 62,5 millions de dollars au total sur cinq ans, d'une seconde phase du Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale, qui est administré par le CRDI. La contribution du CRDI est de 12,5 millions de dollars.

Juste avant d'aller sous presse, le Centre a signé un nouveau bail pour son Bureau régional de l'Afrique subsaharienne. Par conséquent, le bureau déménagera ailleurs à Nairobi d'ici le 31 janvier 2014. Il n'est pas tenu compte de ce fait nouveau à la note 8.b. des Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés.

## **Gestion du risque**

En ce qui concerne les risques, il n'y a eu aucun changement important par rapport aux risques mentionnés dans l'analyse de la direction du *Rapport annuel 2012-2013*.

## **Perspectives**

Les autres aspects du contexte dans lequel évolue le CRDI sont les mêmes qu'au moment où il a rédigé le *Rapport annuel 2012-2013*.



# États financiers intermédiaires résumés, non audités

## Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels résumés qui, nous le confirmons, ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

La direction a mis en place des contrôles internes qui visent à faire en sorte que les états financiers trimestriels résumés soient exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel résumé visant la période qui a pris fin le 30 juin 2013 concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels résumés.

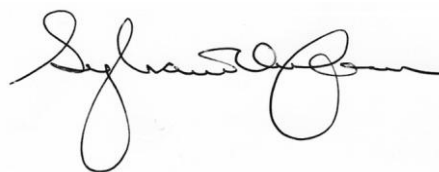
À notre connaissance, ces états financiers trimestriels résumés, non audités, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels résumés.

Le président du Centre,

Handwritten signature of Jean Lebel in black ink.

Jean Lebel, Ph.D.

Le vice-président, Ressources,  
et chef de la direction financière,

Handwritten signature of Sylvain Dufour in black ink.

Sylvain Dufour, ing., M.Sc., CPA, CMA

Ottawa, Canada  
Le 14 août 2013





## État intermédiaire résumé de la situation financière

(non audité) au

(en milliers de dollars canadiens)

	<u>30 juin 2013</u>	<u>31 mars 2013</u>
<b>Actifs</b>		
Courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 483	581
Placements	31 665	50 795
Créances	15 939	1 984
Frais payés d'avance	1 878	1 744
	<u>64 965</u>	<u>55 104</u>
Non courants		
Immobilisations corporelles	7 184	7 423
Immobilisations incorporelles	2 678	2 852
	<u><b>74 827</b></u>	<u><b>65 379</b></u>
<b>Passifs</b>		
Courants		
Créditeurs et charges à payer	12 338	25 094
Provision aux fins de la restructuration	240	292
Produits reportés (note 5)	35 707	22 862
	<u>48 285</u>	<u>48 248</u>
Non courants		
Produits reportés (note 5)	2 526	615
Avantages du personnel	4 491	4 364
	<u>55 302</u>	<u>53 227</u>
<b>Capitaux propres</b>		
Non affectés	2 080	—
Affectés à l'interne	1 157	1 171
Nets investis en immobilisations	9 862	10 275
Réservés	6 426	706
	<u>19 525</u>	<u>12 152</u>
	<u><b>74 827</b></u>	<u><b>65 379</b></u>

Engagements (notes 8 et 11)

Éventualités (note 9)

*Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.*

## État intermédiaire résumé du résultat global

(non audité) du trimestre qui a pris fin le 30 juin  
(en milliers de dollars canadiens)

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>Produits</b>		
Contributions de bailleurs de fonds (notes 6 et 12)	10 836	6 432
Produits financiers et autres produits (note 12)	<u>340</u>	<u>508</u>
	<u>11 176</u>	<u>6 940</u>
<b>Charges</b>		
Programmation en recherche pour le développement (note 10)		
<i>Projets de recherche</i>		
Financés par le crédit parlementaire	19 447	22 667
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	8 914	5 101
<i>Renforcement des capacités</i>		
Renforcement des capacités de recherche	8 899	9 449
Éléments complémentaires de la recherche	<u>2 386</u>	<u>2 224</u>
	39 646	39 441
Services généraux et administratifs (note 10)		
Services généraux	4 099	4 272
Administration des bureaux régionaux	<u>853</u>	<u>1 366</u>
	4 952	5 638
<b>Total des charges</b>	<u><b>44 598</b></u>	<u><b>45 079</b></u>
Coûts d'exploitation avant crédit parlementaire	(33 422)	(38 139)
Crédit parlementaire (note 7)	<u>40 795</u>	<u>39 834</u>
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<u><b>7 373</b></u>	<u><b>1 695</b></u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

## État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(non audité) du trimestre qui a pris fin le 30 juin  
(en milliers de dollars canadiens)

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>Capitaux propres non affectés</b>		
Au début de la période	—	10 996
Résultats d'exploitation nets	7 373	1 695
Virements des (aux) autres catégories de capitaux propres	<u>(5 293)</u>	<u>1 139</u>
Solde à la fin de la période	<u>2 080</u>	<u>13 830</u>
<b>Capitaux propres affectés à l'interne</b>		
Au début de la période	1 171	74 996
Diminution nette	<u>(14)</u>	<u>(1 139)</u>
Solde à la fin de la période	<u>1 157</u>	<u>73 857</u>
<b>Capitaux propres nets investis en immobilisations</b>		
Au début de la période	10 275	11 365
Diminution nette	<u>(413)</u>	<u>(291)</u>
Solde à la fin de la période	<u>9 862</u>	<u>11 074</u>
<b>Capitaux propres réservés</b>		
Au début de la période	706	6 768
Augmentation nette	<u>5 720</u>	<u>—</u>
Solde à la fin de la période	<u>6 426</u>	<u>6 768</u>
<b>Capitaux propres à la fin de la période</b>	<b><u>19 525</u></b>	<b><u>105 529</u></b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

## État intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(non audité) du trimestre qui a pris fin le 30 juin  
(en milliers de dollars canadiens)

	<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>Activités d'exploitation</b>		
Résultats d'exploitation nets	7 373	1 695
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	422	414
Amortissement de la prime d'émission d'obligations	61	408
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	—	(1)
Avantages des employés	127	109
	<u>610</u>	<u>930</u>
Variation des éléments d'exploitation sans incidence sur la trésorerie		
Créances	(13 955)	6 250
Frais payés d'avance	(134)	(368)
Créditeurs et charges à payer	(12 808)	(4 464)
Produits reportés	14 756	34 968
	<u>(12 141)</u>	<u>36 386</u>
	<u><b>(4 158)</b></u>	<u><b>39 011</b></u>
<b>(Sorties) rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation</b>		
<b>Activités d'investissement</b>		
Achats de placements	(15 430)	(50 622)
Placements arrivés à échéance	34 498	33 808
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	(8)	(124)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	—	1
<b>Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités d'investissement</b>	<u><b>19 060</b></u>	<u><b>(16 937)</b></u>
<b>Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>14 902</b>	<b>22 074</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<u><b>581</b></u>	<u><b>9 494</b></u>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<u><u><b>15 483</b></u></u>	<u><u><b>31 568</b></u></u>
Composés de		
Trésorerie	15 483	24 070
Équivalents de trésorerie	—	7 498
	<u><u><b>15 483</b></u></u>	<u><u><b>31 568</b></u></u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audités) du trimestre qui a pris fin le 30 juin 2013

(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

## 1. Informations sur la société

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre) est une société d'État canadienne sans capital-actions créée en 1970 par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Organisme de bienfaisance enregistré, le Centre est exonéré d'impôt en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le siège du Centre est situé au 150, rue Kent, à Ottawa, au Canada.

## 2. Pouvoirs et mission

Les activités du Centre sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite du paragraphe 105(2) et des articles 113.1, 119, 131 à 148 et 154.01.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en oeuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

## 3. Mode de présentation des états financiers

Les états financiers intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, et toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars le plus proche, sauf indication contraire.

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, en vertu des normes en matière de comptabilisation et d'évaluation prévues par les normes internationales d'information financière (normes IFRS) telles que publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI), et conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada. Les états financiers n'ont été ni examinés ni audités par les auditeurs externes du Centre.

Ces états financiers intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, à moins d'indication contraire, et ne comprennent pas toute l'information et toutes les divulgations que doivent comporter les états financiers annuels complets. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités du Centre au 31 mars 2013.

Le Centre subventionne des projets de recherche dans les pays en développement. La plus grande partie de son financement provient du Parlement du Canada. Le crédit parlementaire est comptabilisé quand il est reçu, tandis que les contributions de bailleurs de fonds sont comptabilisées quand elles sont passées en charges aux fins prévues. Les activités du Centre ont un caractère saisonnier. Les dépenses afférentes aux projets de recherche sont déterminées par différents cycles (universitaire, climatique, agricole), et c'est pourquoi elles n'ont pas tendance à être réparties uniformément au cours de l'exercice.

## 4. Sommaire des principales conventions comptables

Les conventions comptables suivies pour la préparation des présents états financiers intermédiaires résumés sont conformes à celles qui ont été suivies pour la préparation des états financiers annuels du Centre au 31 mars 2013.

### a. Récentes prises de position

Le Conseil des normes comptables internationales a plusieurs activités en chantier; certaines auront une incidence sur les normes auxquelles le Centre doit se conformer, et ce dernier suit donc de près leur évolution. Des révisions et des ajouts aux normes pourraient se répercuter sur les états financiers et obliger le Centre à tirer des conclusions différentes. Le Centre est en train d'examiner les effets de la modification suivante.

- IAS 32 – *Instruments financiers : présentation*. Cette norme a été modifiée afin de préciser davantage les critères régissant la compensation des actifs financiers et des passifs financiers et la présentation du solde net dans l'état de la situation financière. Cette modification s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

## 5. Produits reportés

Les produits reportés comprennent la portion non dépensée des fonds reçus ou à recevoir au titre des activités financées par des contributions de bailleurs de fonds, ainsi que la portion non dépensée des sommes qui, dans le crédit parlementaire de certains exercices, sont reçues pour des projets et des programmes précis.

En voici les soldes.

	<u>30 juin 2013</u>	<u>31 mars 2013</u>
Produits courants		
Contributions de bailleurs de fonds au financement de programmes de recherche pour le développement	35 258	22 335
Crédit parlementaire – projets et programmes précis	449	527
Total des produits courants	<u>35 707</u>	<u>22 862</u>
Produits non courants		
Contributions de bailleurs de fonds au financement de programmes de recherche pour le développement	2 526	615
	<u>38 233</u>	<u>23 477</u>

## 6. Contributions de bailleurs de fonds

Les contributions obtenues de bailleurs de fonds aux fins de programmes de recherche pour le développement sont destinées à des projets de recherche menés ou administrés par le Centre pour le compte d'autres organismes. Les produits comptabilisés à ce titre, qui comprennent les coûts d'administration recouverts, se répartissent ainsi entre les différents bailleurs de fonds.

	<u>30 juin 2013</u>	<u>30 juin 2012</u>
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada*	5 674	4 034
Department for International Development du Royaume-Uni	2 824	213
Fondation William et Flora Hewlett	1 229	689
Fondation Bill et Melinda Gates	771	664
Autres organismes bailleurs de fonds	338	828
Autres entités du gouvernement du Canada	—	4
	<u>10 836</u>	<u>6 432</u>

\* anciennement Agence canadienne de développement international

## 7. Crédit parlementaire

	<u>30 juin 2013</u>	<u>30 juin 2012</u>
Crédit parlementaire approuvé pour l'exercice	225 390	241 646
Portion du crédit parlementaire rééchelonnée, non utilisée et annulée	—	(79 209)
Affectation bloquée	(24 000)	(6 214)
Crédit parlementaire total disponible	<u>201 390</u>	<u>156 223</u>
Portion du crédit parlementaire reçue au 30 juin	40 717	39 555
Amortissement des sommes du crédit parlementaire qui sont reportées pour des projets et des programmes précis	78	279
Portion du crédit parlementaire comptabilisée dans l'état du résultat global	<u>40 795</u>	<u>39 834</u>

## 8. Engagements

### a. Engagements au titre des programmes

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 369,2 millions de dollars (345,4 millions au 31 mars 2013) au cours des cinq prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. De cette somme, 290,2 millions de dollars (294,4 millions au 31 mars 2013) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 79 millions de dollars (51 millions au 31 mars 2013) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

	<u>30 juin 2013</u>	<u>31 mars 2013</u>
D'ici un an	113 741	124 325
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	<u>255 416</u>	<u>221 073</u>
Total des versements à effectuer	<u>369 157</u>	<u>345 398</u>

### b. Contrats de location simple

Le Centre est tenu de respecter divers engagements contractuels visant la location de locaux pour des bureaux au Canada et à l'étranger, ainsi que le logement de son personnel dans différents pays. Le Centre est en train de négocier un bail pour son bureau de Nairobi; une fois cette question réglée, les engagements au titre des contrats de location simple seront rajustés en conséquence. Les contrats expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2022. Au 30 juin 2013, les paiements à effectuer en vertu de ces engagements contractuels sont les suivants.

	<u>30 juin 2013</u>	<u>31 mars 2013</u>
D'ici un an	7 483	7 395
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	30 776	30 712
Dans plus de cinq ans	<u>36 119</u>	<u>38 116</u>
Total des paiements à effectuer	<u>74 378</u>	<u>76 223</u>

## 9. Éventualités

Divers recours sont intentés contre le Centre. Les procès sont en général caractérisés par l'incertitude, et leur dénouement est impossible à prévoir. En se fondant sur des avis juridiques, la direction estime, pour l'instant, qu'aucun passif ne peut en résulter.

## 10. Tableau des charges

	<u>30 juin 2013</u>	<u>30 juin 2012</u>
<b>Programmation en recherche pour le développement</b>		
Contributions aux projets de recherche	27 462	26 598
Salaires et avantages liés aux activités de base	6 766	7 298
Salaires et avantages liés aux activités administrées par le Centre <sup>a</sup>	1 536	1 164
Déplacements	1 066	1 201
Locaux	941	994
Services professionnels	622	838
Amortissement	263	267
Charges liées aux activités administrées par le Centre <sup>a</sup>	462	358
Autres	<u>528</u>	<u>723</u>
	<u>39 646</u>	<u>39 441</u>

	<u>30 juin 2013</u>	<u>30 juin 2012</u>
<b>Services généraux et administratifs</b>		
Salaires et avantages	3 359	3 564
Locaux	610	724
Fournitures de bureau et charges connexes	293	262
Amortissement	159	148
Mobilier de bureau, matériel et entretien	142	267
Services professionnels	97	162
Communications	73	106
Autres	219	405
	<u>4 952</u>	<u>5 638</u>
<b>Total des charges</b>	<u>44 598</u>	<u>45 079</u>

<sup>a</sup> Il s'agit de la partie administrée par le Centre d'activités financées pour une durée déterminée, en sus des activités habituelles. Les charges à ce titre s'élèvent à 1 998 \$ (1 522 \$ au 30 juin 2012).

## 11. Rajustement relatif aux engagements au titre des programmes

En préparant les états financiers en date du 30 juin 2013, la direction a découvert un problème relativement au calcul du solde des engagements au titre des programmes indiqué dans les notes afférentes aux états financiers des exercices 2011-2012 et 2012-2013. Les engagements au titre des programmes financés par des contributions de bailleurs de fonds étaient plus élevés qu'ils n'auraient dû l'être, car un projet qui avait pris fin au 31 mars 2012 avait été pris en compte, le solde des engagements n'ayant pas été réduit en conséquence. Les effets des changements aux notes afférentes aux états financiers sont présentés dans le tableau suivant.

### Engagements au titre des programmes

	<u>Présentation antérieure 31 mars 2013</u>	<u>Effet du changement</u>	<u>Reclassement 31 mars 2013</u>
Devant être financés par le crédit parlementaire	294 376	—	294 376
Devant être financés par des contributions de bailleurs de fonds	67 299	(16 277)	51 022
Total	<u>361 675</u>	<u>(16 277)</u>	<u>345 398</u>
D'ici un an	130 510	(6 185)	124 325
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	231 165	(10 092)	221 073
Total des versements à effectuer	<u>361 675</u>	<u>(16 277)</u>	<u>345 398</u>
	<u>Présentation antérieure 31 mars 2012</u>	<u>Effet du changement</u>	<u>Reclassement 31 mars 2012</u>
Devant être financés par le crédit parlementaire	359 646	—	359 646
Devant être financés par des contributions de bailleurs de fonds	94 327	(16 277)	78 050
Total	<u>453 973</u>	<u>(16 277)</u>	<u>437 696</u>
D'ici un an	154 563	—	154 563
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	299 410	(16 277)	283 133
Total des versements à effectuer	<u>453 973</u>	<u>(16 277)</u>	<u>437 696</u>



## 12. Reclassement

Deux changements ont été apportés à l'état du résultat global afin d'améliorer et de simplifier la présentation de l'information financière. La ligne Contributions de bailleurs de fonds englobe désormais l'ensemble du financement de la programmation en recherche pour le développement et le recouvrement des coûts d'administration y afférents. En outre, les produits financiers et les autres produits sont regroupés à la ligne Produits financiers et autres produits.

### Présentation antérieure

	<u>30 juin 2013</u>	<u>30 juin 2012</u>
<b>Produits</b>		
Contributions de bailleurs de fonds		
Financement de la programmation en recherche pour le développement	9 869	5 918
Recouvrement des coûts d'administration	967	514
Produits financiers	86	354
Autres produits	254	154
	<u>11 176</u>	<u>6 940</u>

### Reclassement

<b>Produits</b>		
Contributions de bailleurs de fonds	10 836	6 432
Produits financiers et autres produits	340	508
	<u>11 176</u>	<u>6 940</u>

# Coordonnées

## Siège du CRDI

ADRESSE POSTALE  
CP 8500  
Ottawa ON Canada  
K1G 3H9

ADRESSE MUNICIPALE  
150, rue Kent  
Ottawa ON Canada  
K1P 0B2

Téléphone : 1 613 236 6163  
Télécopieur : 1 613 238 7230  
Courriel : [info@crdi.ca](mailto:info@crdi.ca)

Il est possible de communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI et de consulter le répertoire des employés à partir de la page [Nous joindre](#) du site Web, à [www.crdi.ca](http://www.crdi.ca).

Ce document est offert sur support papier et est consultable en ligne à [www.crdi.ca](http://www.crdi.ca).

[crdi.ca](http://www.crdi.ca)